

Quand les CRS font grève, Cazeneuve se couche vite fait !



L'Etat a reculé, et vite ! Hier, ce sont 18 compagnies CRS à travers la France, qui ont déclaré forfait avec un taux d'arrêt maladie allant jusqu'à 90%.

Motif ? Bercy voulait fiscaliser l'IJAT, l'indemnité journalière d'absence temporaire de 37 euros par jour, que touche tout policier ou gendarme mobile en déplacement et qui n'est pas imposable depuis 55 ans.

Craignant une contagion sans précédent et un mouvement d'ampleur chez les CRS, avec des syndicats de police remontés à bloc, Bernard Cazeneuve vient d'annoncer que l'IJAT ne serait finalement pas fiscalisée. Encore heureux !

Avec 150 jours de déplacement par an, compte tenu de la menace terroriste, de la lourde charge que représente Calais et des manifestations contre la loi Travail, jamais les forces de police n'ont été autant sollicitées. On comprend donc leur refus de voir cette indemnité fiscalisée, à l'heure où Hollande annonce une baisse d'impôts pour les ménages. Le ras le bol fiscal c'est aussi valable pour les forces de police.

Alliance, premier syndicat de gardiens de la paix, juge dans un communiqué, la « mesure inacceptable ». « Nos collègues CRS attendaient davantage de reconnaissance de l'Etat en rapport à leur engagement sans faille plutôt que de leur ponctionner du pouvoir d'achat ».

On ne saurait mieux dire. Pour un migrant, il y a toujours assez d'argent (hébergement, aides sociales, aide médicale, école gratuite etc.). Mais pour les forces de police les caisses sont vides !

Rien qu'à Calais, le coût de la sécurité est de 150000 euros par jour pour les 18 unités de gendarmerie mobile et de CRS sur le terrain, dont 50000 euros d'hôtel.

Le camp de 1500 places construit récemment a coûté 25 millions.

Ajoutons 155 millions pour aider la région, sinistrée à cause des migrants qui ont fait fuir les touristes et tué le commerce.

Enfin, rappelons que nos policiers et gendarmes ont eu 400 blessés au cours des manifestations contre la loi Travail.

S'il y a des économies à faire, ce n'est certainement pas sur le dos des policiers et militaires qui assurent notre protection et notre sécurité en pleine guerre contre le terrorisme.

Les économies, elles sont à faire sur l'immigration qui coûte

70 milliards par an au contribuable, soit 1000 euros par Français ! Mais ça, Bercy ne veut pas le savoir !

L'Allemagne a chiffré à 10 milliards, portés à 13 milliards par Angela Merkel, l'accueil d'un million de réfugiés en 2015.

Mais chez nous l'immigration est une richesse et les migrants créent même de la croissance, si l'on en croit notre inénarrable économiste Pierre Moscovici !

Le gâteau ne grossit pas mais il faut le partager avec 400000 nouveaux venus chaque années, clandestins compris. Pas étonnant que le niveau de vie baisse et que la pauvreté explose ! La France sera bientôt un pays du tiers-monde avec ses beaux quartiers d'un côté et ses favellas de l'autre.

Jacques Guillemain